

**PCF**  
Parti communiste français

Fédération de Seine et Marne

264 rue de la Justice BP 118 - 77004 Melun Cedex  
Tél : 01.64.79.75.10 - Fax : 01.64.79.75.15  
mail : pcf77@wanadoo.fr

**INFO FEDE**  
**Seine et Marne**

18 Septembre 2013

**Retour  
de  
Fête**

## Fête de l'Humanité : SO-LI-DA-RI-TE

Lors des traditionnels entretiens sur la grande scène avant le meeting politique, entretiens qui signent un certain état du monde, le gros temps du samedi avait fait place à un beau temps lourd d'incertitudes.

Les « cinq de Roanne », des syndicalistes, sont traités comme des délinquants pour avoir tagué un mur lors des manifestations pour les retraites en 2010. Parce que ce n'est pas n'importe quel tag, ils ont écrit « Casse-toi pov'con », devenu legs du sarkozysme. Eric Aubin, secrétaire national de la CGT, qui les a rejoints sur la scène en signe de solidarité, avait auparavant expliqué en trois minutes chrono comment une autre réforme des retraites est possible.

Les Sanofi, eux, sont venus rappeler, par la voix de Sandrine Caristan, une lutte de quatorze mois contre un plan qui signifierait 5 500 emplois supprimés dans un groupe en pleine santé, pour que les actionnaires voient leurs dividendes dopés.

Des marcheurs espagnols, partis de Cordoue le 1er juillet pour garder

leurs maisons et en route pour Bruxelles, ont fait étape à la Fête pour raconter comment la crise hypothécaire les prive de toit tout en les contraignant à payer leur crédit.

C'est une autre folie des hommes qu'ont dépeinte la journaliste et



ancienne otage Florence Aubenas et Pascale Robert, mère de l'otage français Pierre Legrand, détenu au Niger. « Les Français, dit l'ex-otage au micro de Maurice Ulrich, ont toujours fait preuve de solidarité. C'est grâce à elle que je suis rentrée, c'est grâce à elle que Didier François et Édouard Elias détenus en Syrie rentreront. »

Et alors que s'achève cette rencontre sur la grande scène, reviennent aux oreilles le final de l'Oiseau de feu d'Igor Stravinsky, interprété peu avant par l'Orchestre national de France, oiseau dont la plume seule rompt le sortilège et libère. Une plume peut-elle voler jusqu'en Syrie?.

### AGENDA

**Samedi 5 octobre :**

- Réunion nationale des animateurs de section.  
Aux Docks d'Aubervilliers

**Dimanche 6 octobre :**

- Réunion du Conseil national

**Samedi 16 novembre :**

- Convention nationale

**Dimanche 17 novembre :**

- Réunion du Conseil national

## Intervention Daniel Guichard secrétaire départemental

Chers amis, Chers camarades,

**J**e vous remercie d'avoir pu vous libérer pour ce moment fraternel et festif d'inauguration de l'espace des stands Seine et Marnais.

Nous attaquons cette rentrée dans un contexte de crise économique, sociale politique et institutionnelle gravissime, avec une très forte aggravation des difficultés de vie quotidienne, liées au pouvoir d'achat, au chômage, aux retraites etc....

Notre activité militante de cet été a permis d'en mesurer l'ampleur ; de nombreuses initiatives de solidarité à destination des privés de vacances se sont tenus, ont rassemblé du monde et ont eu localement un impact médiatique ...

Leur succès même révèle la très grande inquiétude sociale qui règne dans le pays, oscillant entre colère et désespoir, perte de repères, sentiment d'impuissance. Le rejet de la politique, que l'affaire Cahuzac a dramatiquement contribué à réactiver, s'amplifie...

Ces initiatives nous ont permis de mesurer, par le vecteur des militants communistes impliqués dans leur préparation, ce qu'expriment les gens, tout en permettant de travailler à populariser nos propositions et à montrer qu'une alternative est possible. Sans doute devons nous poursuivre, avec nos militants, nos élus... C'est aussi ainsi que nous donnerons à voir, dans les actes, l'utilité des communistes, de leurs élus et la nécessité de majorités de gauche dans les villes qui se mobilisent pour contrer les conséquences néfastes des politiques d'austérité.

Nous sommes interpellés en cette rentrée sur notre capacité à redonner de l'espoir, à mettre en débat des propositions alternatives, à la fois atteignables et crédibles, qui soient en mesure de rassembler. C'est ainsi que nous pourrions relancer l'ambition d'une politique de gauche qui réponde aux besoins du pays.

Mais cet objectif ne va pas de soi : une interrogation traverse nos concitoyens, les électeurs de gauche mais aussi bien sûr les militants communistes et les dirigeants que nous sommes : peut-on ou non espérer modifier réellement la donne et le rapport de forces ?

Nous sommes confrontés, depuis des mois, à de lourds obstacles : le gouvernement poursuit le cap qui est le sien, assume sa politique, et a décidé de ne pas en changer pour le reste du quinquennat : pour la faire accepter il a lancé cet été des opérations de communication sur le travail des ministres, puis sur la prétendue reprise de la crois-

sance, ou encore sur la France de 2025.

Cette politique est pour l'essentiel marquée par deux logiques économiques ; la reprise idéologique du thème de la compétitivité, et le travail comme un coup à réduire. Le projet des retraites en est une illustration.

Manuel Valls, dans une offensive très orchestrée a mis par ailleurs sur le devant de la scène publique des thématiques sécuritaires, évacuant les questions sociales. Dans une opposition cependant Christiane Taubira dont le projet repose sur des valeurs plus progressistes a donné de la voix.



Inauguration de L'Espace Seine et Marne le 13/09

On peut faire le même commentaire sur la politique internationale et le dossier syrien : les votes du parlement britannique et les hésitations de Barak Obama mettent François Hollande en difficulté et l'isolent mais les contestations fortes des opinions publiques ne l'amènent pas à modifier son orientation.

Je ne développe pas le contenu de ces dossiers qui sont à votre disposition par ailleurs.

Cette obstination du pouvoir sur chaque dossier peut entraîner une radicalisation dans l'opinion publique.

Dans une partie de l'électorat du front de gauche, chez ses militants dont les nôtres le sentiment peut se développer qu'avec cette politique le Parti Socialiste est en train de devenir un parti de droite.... « On me demande de critiquer la droite, a avancé aux estivales JL Mélenchon, mais de quelle droite parle-t-on ? »

Ce débat est sérieux et mérite d'être poussé : car en dépend en grande partie notre analyse de la société française, du positionnement des forces politiques en son sein, de l'état exact de l'opinion publique, des rapports de forces et des espaces possibles pour une alternative, et le développement et l'orientation du Front de Gauche lui-même, y compris en vue des municipales.

La droite de son côté, justement, est mobilisée ; le débat, esquivé, sur l'inventaire Sarkozy montre les divisions qui l'habitent, mais elle se sent cependant forte et pousse les feux de la régression sociale, par exemple sur les retraites, en jugeant les projets

gouvernementaux insuffisants.

Elle est relayée, sans surprise, par un MEDEF dont le nouveau président est à l'offensive, demandant par exemple la suppression de l'impôt sur la fortune et de peser sur le débat budgétaire de l'automne qui est en préparation...

A entendre François Fillon, la droite est bien dans une opération de reconquête, dans une compétition avec le FN qui l'amène à continuer de se situer sur son terrain idéologique, et à travailler la porosité entre leurs deux électorats.

Le FN connaît une réelle poussée ; il se sent en dynamique et va chercher à capitaliser le mécontentement et à gagner en crédibilité en se donnant, à travers les municipales, une implantation territoriale, qu'il n'avait jamais pu, à ce jour, acquérir.

Cela a des conséquences électorales prévisibles: le parti socialiste qui demeure la première force politique à gauche, cela fait partie du réel, connaît un sévère décrochage chez les hommes et les femmes qui l'ont porté au pouvoir en 2012.... Au point que sa crainte aujourd'hui pour les municipales est de se

retrouver en troisième position dans de nombreuses villes, y compris dans certaines qu'il dirige.

Ce décrochage doit en même temps nous amener à réfléchir justement sur les espaces possibles et construire des éléments de réponse à cette question : « peut-on faire bouger les choses ? »

Le trouble a touché une ministre, quelques députés du moins parmi ceux qui avaient adhéré au PS sur d'autres bases que celles actuelles, des élus, mais il est de plus en plus grand dans la masse des adhérents et des électeurs ; trouble accompagné en même temps d'une profonde résignation idéologique. Ce trouble est particulièrement fort sur le dossier des retraites.

Il n'est d'ailleurs pas étranger aux opérations de communication du gouvernement sur les retraites ou aux arbitrages plutôt favorables aux propositions portées par Christiane Taubira.

Quelles conséquences donc sur les messages et l'orientation à donner à nos campagnes ?

Ces campagnes nous les connaissons : les retraites dont le débat va se développer jusqu'en Octobre, la préparation du budget, la loi pénale avec les enjeux de sécurité, la loi sur les Métropoles, l'école, la réforme ferroviaire, le logement avec la loi Duflot ..... et bien sûr élections municipales et européennes.

J'en ai oublié mais l'objectif est de dire que notre ambition doit être de les mener toutes ou dit autrement de mener la bataille poli-

tique sur chaque sujet, du parlement jusqu'aux initiatives locales et militantes.

Même réflexion sur le rapport allongement de la vie, allongement du temps de travail. Notre démarche doit être constructive argumentée et propositionnelle, car la critique, aussi justifiée et virulente soit elle, de la politique gouvernementale ne permet pas, à elle seule, d'élargir le rassemblement. Une étude récente du CSA démontre que cette posture de simple dénonciation ne s'est pas traduite par une dynamique d'opinion, le Front de Gauche ne profitant pas de la baisse concomitante des cotes de confiance du chef de l'État et de son Premier ministre. Les partielles du printemps, à Beauvais comme à Villeneuve sur Lot, l'avaient déjà montré.

Nous aurons à mener ces batailles avec la conscience que si le gouvernement est fermement décidé à garder son cap jusqu'en 2017 personne ne peut écrire ce que seront les évolutions et de l'opinion et du mouvement social tout au long de ce même quinquennat.

Je voudrais maintenant dire un mot sur les échéances électorales de 2014

Nous considérons l'élection municipale comme une étape décisive dans notre volonté de rassemblement pour un changement de cap. Nous ne confondons pas les scrutins, pas plus d'ailleurs que les électeurs qui répondent toujours à la question qui leur est posée : cette élection, pas plus que l'élection européenne qui la suivra, ne débouchera sur une nouvelle majorité politique dans le pays.

Mais les enjeux n'en sont pas moins majeurs : celui de la constitution dans chaque ville de majorités de gauche mettant en œuvre des projets conforme aux attentes des habitants, et qui desserrent l'étouffement des politiques d'austerité qui étouffent les collectivités.



Celui de la présence d'élus communistes et du front de gauche qui, dans une pratique citoyenne qui est depuis des décennies notre marque de fabrique, porteront tout au long du mandat, cette orientation dans le cadre du rapport de forces qui résultera du vote, et dans la confrontation quotidienne pour

que cette orientation domine.

Nous ne quémardons rien, à personne : mais nous nous devons, comme l'a rappelé pierre aux estivales puis au Karellis, d'être offensifs sur la question des élus : ils et elles tiennent une place originale et essentielle dans notre implantation territoriale et dans la vie de notre organisation ; mais bien au delà, sans elles et eux la transformation sociale se réduit à une incantation stérile coupée des citoyens, déconnectée de l'intelligence des rapports de force.

Les questions que les gens vont se poser de plus en plus à l'approche de l'échéance sont les suivantes... Qu'est-ce qu'il est possible de faire aujourd'hui dans le domaine du logement, des transports, de l'éducation, de l'accès aux services publics, de la santé, de la culture et des loisirs dans ma ville ?

C'est à dire, quels contenus d'une politique qui réponde à mes attentes, mais aussi comment y parvenir ? En somme : Que peut-il sortir de bon pour moi de cette élection ?

Sur ces questions nous voulons créer une mobilisation électorale importante et que les citoyens se saisissent de ce vote pour se faire entendre. La commune est un lieu essentiel de leur vie, et de leur possibilité d'expression démocratique. A cette étape Je veux mentionner un problème sans le développer mais parce que nous y serons confrontés. L'expression démocratique que j'évoque est contrariée par le projet de Métropoles. Je l'ai évoqué c'est une de nos batailles cruciales des prochaines semaines ; mais cette bataille doit nous permettre de mettre en valeur l'importance justement du vote aux municipales et du rôle des communes, même si la logique du texte gouvernemental veut les priver de leurs moyens d'action.

Autrement dit ne tenons pas un discours qui, à notre corps défendant, favoriserait l'abstention.

Nous allons donc choisir avec des objectifs clairs en tête : battre la droite, barrer la route aux appétits de l'extrême-droite, réélire des majorités de gauche dans lesquelles la place des communistes et du Front de gauche sera renforcée au service de projets utiles à répondre aux besoins de la population.

Nous ne refusons a priori aucune configuration pourvu qu'elle soit utile à ces objectifs. Nous savons que les périmètres du rassemblement seront différents d'une commune à l'autre, selon leur contexte politique... Mais dans les villes où nous avons un maire sortant, comme dans celles où nous

participons à une majorité animée par un maire socialiste ou encore dans les villes de droite notre boussole est la même : celle d'un rassemblement le plus large possible des forces de gauche dès le premier tour quand les conditions en seront réunies. Avec en tête l'intérêt des populations de nos communes.



Mon deuxième mot sera sur les européennes non pas sur le fond ou les enjeux de cette élection, nous aurons l'occasion d'y revenir, mais sur le calendrier.

Dès que le projet sera finalisé, il sera soumis à la réflexion et aux propositions des communistes lors d'une convention nationale du parti qui se tiendra le 16 novembre.

Le CN d'hier a arrêté les contours et les missions de cette convention.

Ce projet fera bien sûr l'objet de discussions avec les partenaires du Front de Gauche.

Beaucoup d'enjeux donc en cette rentrée.

La fête de l'humanité va être, sur tous ces sujets, de la Syrie aux retraites, de l'Europe aux municipales, au croisement des paroles citoyennes et politiques. Elle sera bien à nouveau l'événement et le rendez vous de celles et ceux qui ne veulent pas renoncer à un monde meilleur.

Chers amis, Chers camarades, nous y sommes, il nous revient à toutes et tous d'en assurer le succès par notre présence et notre engagement dans toutes les activités des stands, comme politiques dont nous avons la charge.

Donc, c'est au nom de toute la direction départementale que je vous souhaite à toutes et tous une bonne fête de l'Humanité 2013



## Débat emploi : en Seine et Marne



Alain Janvier,  
membre du CN du PCF

### Introduction Alain Janvier

Je vous propose de partir de la réalité telle qu'elle se pose à nous. Tout d'abord, la désindustrialisation de la Seine et Marne, avec quelques exemples bien connus : PSA, Nivea, SA-FRAN, SKF, PREVENT/ RIOGLASS, Thomson. Les chiffres sont incontestables :

2004, SKF : - 200 emplois  
2005, SNECMA : - 250 emplois  
2008, HISPANO-SUIZA - 500 emplois  
2011, PSA : - 1500 emplois  
2012, PREVENT : - 400 emplois

Sans oublier d'autres opérations de laminage de l'emploi qui ont touché EDF, Total / Elf, NIVEA / Beiersdorf, ...

Ces noms cités sont également ceux de grands conflits sociaux pour s'opposer aux décisions destructrices. Il s'agit de conflits exemplaires sur lesquels il vaut le coup que l'on s'attarde. J'en prendrai deux :

**Le cas de Thomson / Rioglass / Prevent :** A l'origine, il y a la rupture technologique chez Thomson avec les tubes cathodiques en voie de disparition. Puis, le reclassement de 100 % des salariés à RIOGLASS, résultat d'une action de premier plan menée par des élus communistes du département et de la région. Ce résultat était extrêmement positif. Puis vient l'externalisation en Espagne.

**Le cas d'Hispano-Suiza** est tout aussi exemplaire :

A l'origine, la fermeture du site électronique à Suresnes (700 salariés), suivi de la reconstitution du site à Villaroche (Seine et Marne). Puis, en 2009, le transfert à SAGEM – Massy. A chaque fois, des pertes d'emplois .

Des conflits exemplaires avec : le rassemblement des salariés, l'utilisation des Comités d'Entreprise et autres IRP, l'interpellation des pouvoirs publics et des élus locaux.

Au bout du compte : c'est un ECHEC

**D'où une première série de questions destinées à comprendre pour mieux agir :**  
**Les stratégies des Grands Groupes indus-**

**triels et Financiers sont-elles dictées par une crise qui s'impose à eux, ou bien la nourrissent-elles ?**

**Quelles justifications pour les récentes opérations de remodelage capitalistiques, les restructurations, les gigantesques opérations de croissance externe ?**

Deuxième volet de cette réalité : la casse des Services publics avec 2 aspects :

**I) La baisse des effectifs de la fonction publique (hors peut-être dans l'Education Nationale)**

**II) La casse des statuts (NMPP, Poste, Education Nationale, Eau, SNCF / RFF, ...)**

**D'où une deuxième série de questions : les services publics en Seine & Marne**

**De Quels services publics les Seine & Marnais ont-ils besoin ? De quel type de SP ont-ils besoin ? Avec quel mode de financement ?**

**Un 3ème questionnement porte sur les enjeux : l'emploi est vital pour s'attaquer à la pauvreté galopante, à la précarité, à la question des financements de la protection sociale (retraites, santé, ...). Peut-on se mettre d'accord sur les enjeux pour**

(Source : contribution SDRIF)

Le taux d'activité des Seine-et-Marnaises est supérieur à la moyenne francilienne. En effet, elles sont 78 %, âgées de 25 à 49 ans, à être actives ou à la recherche d'un emploi. (74 % sur le plan national).

Mais ces chiffres sont contrebalancés par une autre réalité :

En 2013, la Seine et Marne est le département d'Ile de France le plus touché par le chômage des jeunes

Venons-en au poids des Grands Groupes Industriels et Financiers dans le département. Sans nier la réalité des PME / PMI et autres TPE, les grands groupes sont implantés dans le département : l'aéronautique (SA-FRAN), l'Energie (EDF, Total), le secteur de la Pharmacie, chimie fine, cosmétique (NIVEA / Beiersdorf, Cooper), avec leurs caractéristiques fortes bien connues :

⇒ Les nouvelles stratégies « anti-emplois » : les GPEC, les plans sociaux sans licenciements

⇒ L'emprise qu'ils exercent sur les PME / TPE,

⇒ Les placements financiers colossaux. Rappelons le total des revenus financiers des Entreprises en France atteint 250 Milliards €, en regard du trou de financement des retraites à l'horizon 2020, soit 21 Milliards €.

Enfin, les grandes administrations de services Publics sont bien implantées. Citons, entre autre, les 2 Universités : Marne la Vallée, Paris-Est Créteil.

**Venons-en au questionnement relatif aux solutions :**

**Quelle politique d'emploi pour répondre aux besoins des salariés des privés d'emplois et, bien sûr, des citoyens utilisateurs (ou « consommateurs ») des richesses produites ?**

**Quelle intervention politique et citoyenne sur les**

**finalités et les logiques de développement pour les entreprises?**

**Et enfin aux actions et mobilisations :**

**Quelles leçons tirer des lutes menées sur les dossiers chauds ?**

**Quelle actions menées pour que, dans les bassins d'emplois, de véritables politiques d'emplois soient impulsées avec des résultats concrets et mesurables ?**

**Quels rôles « attendre » des élus politiques ?**

**De la résistance aux contre-projets, quelles actions concrètes dans un Département tel que la Seine & Marne ?**



**l'emploi, pour une autre politique d'emploi ?**

Quelle est la situation en Seine & Marne prise globalement. Le site du Conseil Général donne des éléments :

Nombre d'emplois salariés : 419.000 (2006)

Emplois dans l'industrie : 16 %

Emplois tertiaire : 75 %

Emplois agricoles : 0,7 %

Le nombre d'emplois dans les services publics n'est pas chiffrés.

Le site indique des tendances qui, elles, font moins consensus :

En 2004, la Seine-et-Marne détient un taux d'activité supérieur à la moyenne nationale (56,6 % contre 54,1 % au niveau national).



Valérie Lesage, secrétaire générale de UD-CGT 77

Tout d'abord, d'une manière générale, il me semble important de s'imprégner de la situation en Seine et Marne et de la France sur la situation de l'emploi.

Premier constat : le ralentissement de l'activité du département en 2013, malgré il est vrai que nous sommes toujours en évolution positive du nombre d'emplois +3% en 1 an.

Si nous parlons ralentissement, cela est du à la diminution des offres d'emploi dit durable de 21% et à un chômage de longue durée qui ne cessent d'augmenter + 16% sur la même période.

Pour exemple, nous comptabilisons en juillet dernier 85 530 demandeurs d'emploi toutes catégories confondues, contre 1670 offres d'emplois durables (+ de 6 mois)

Cela s'explique, par l'accélération du nombre d'entreprises en difficulté, mais aussi par l'explosion des ruptures conventionnelles mis en place suite à un accord nationale interprofessionnel de 2008, combattu par la CGT, qui facilite depuis sa création : les licenciements abusifs, la dissimulation des licenciements économiques, la mise en concurrence des salariés et j'en passe.

Plus globalement, la situation du 77, s'inscrit dans la situation de l'emploi en France, celle-ci s'étant encore dégradé dans le deuxième trimestre 2013, soit 34 600 nouvelles destructions d'emplois, l'Insee en prévoit 76 000 dans le 2ème semestre, soit une année 2013, plus noire que 2012.

Le taux de croissance de la France pour 2013 est prévu à 0.1%, 2014 = 0.9%, en sachant que les économistes fixe la taux de croissance nécessaire à la création d'emploi à + 1.5% environ, nous sommes loin d'une sortie de crise.

A contrario, les grandes sociétés mondiales affichent leurs bons voir excellents résultats : le Crédit Agricole : bénéfice net plus de : 217% en 1 an. Safran 47.8 %, Capgemini 31.3 %, EADS 31 %, Société Générale : 12.6%.

La Crise ! n'est pas pour tout le monde.

Décor planté et démonstration faite qu'il s'agit d'une véritable volonté politique des gouvernements successifs et malheureusement mal-

gré l'éviction de Sarkozy, il n'y a pas eu de rupture, ni changement, dans les politiques libérales.

Nous sommes toujours face à une bataille d'idées qui voudrait nous faire croire que favoriser le Capital, les actionnaires, les entreprises, mettre en place des politiques d'austérité serait la solution pour sortir de la crise (?).

Un sujet lancinant revient systématiquement le coût du travail, contre vérité s'il en est, puisque sans travail, sans intervention humaine, donc sans l'intervention des salariés, pas de création de richesses, pas de bien, ni de service pour répondre aux besoins de la société.

Parler du coût du Capital, voilà le vrai sujet ! En 30 ans la part des dividendes distribuées est passée de 6% à 25% environ de la valeur ajoutée, inversant la courbe, passant celle-ci devant la part consacrée aux investissements.

Alors abaisser le fameux coût du travail est un leurre pour remettre en cause les droits sociaux actuels. D'ailleurs, les exonérations fiscales et sociales et autres aides aux entreprises s'élèvent à 200 milliards d'euros pour quel résultat ? Pour revenir sur le débat plus précis de la situation en Seine et Marne, là aussi volonté politique : mise en concurrence des territoires, désindustrialisation, augmentation de la pauvreté, et ce malgré un solde positif d'emploi.

Des bassins d'emplois sont en forte expansion Marne la Vallée, Sénart, le secteur de Pontault Combault, mais d'autres se meurt sans perspectives d'avenir, sans infrastructures publiques Hôpitaux, Transports...

Ce ne sont pas les 1790 contrats d'avenir prévus en seine et marnes qui permettrons de rétablir la situation, ni les quelques 860 000 € du CICE

Il y a donc nécessité de gagner ensemble une politique de développement de l'industrie, des services publics dans le département.

De stopper les suppressions d'emplois et d'en créer de nouveaux.

Syndicalement notre rôle est avec les salariés, les privé d'emploi et les retraités à construire à partir du débat, le rassemblement du monde du travail le plus large, pour peser sur les décisions du patronat et de l'état.

Dans les conflits, certains dans la salle pourront faire part de leur expérience. Quand nous réussissons à faire partager que d'autres alternatives aux fermetures ou aux suppressions d'emplois est possible, que de gagner est possible : c'est le plus sur chemin de la lutte gagnante.

Pour ce faire, il faut gagner des droits nouveaux d'intervention dans les entreprises pour les représentants des salariés c'est indispensable.

Gagner l'interdiction des licen-

ciements boursiers, gagner que soit favorisé les alternatives proposées par les salariés face aux fermetures, est une lutte à mener.

Comment inverser le court des choses, quand ont voit le gâchis à PSA, au à Prevent glass sur le département ?

Combat syndical certes, mais besoin réel de relai politique.

Dans le concret nous avons besoin d'une plus forte présence syndicale dans les entreprises, pour permettre d'imposer au patronat notre volonté d'acquérir les informations nécessaires pour avoir une réelle vision du future de l'entreprise.

C'est une nécessité, car information indispensable si nous voulons influencer sur la finalité et le devenir des entreprises, et être force de proposition alternatives, face à la casse de l'emploi, aux reculs sociaux, au chantage à l'emploi qui ont de plus en plus court puisque que maintenant inscrit dans la loi dit de sécurisation de l'emploi.

Le débat doit s'ouvrir aussi sur le besoin en droits syndicaux interprofessionnels.

Et puis, même si il y aurait encore énormément à dire, j'aurai l'occasion de poursuivre lors du débat avec la salle :

Dernier point, les discriminations syndicales, les atteintes aux droits syndicaux doivent être reconnues et fortement réprimées.

Comment ensemble, les combattons nous et faisons reculer le patronat sur ces questions. C'est aussi l'un des gages de la réussite de la construction et de la force de la riposte et des alternatives que nous avons à mettre en œuvre.

### Conclusion

*Notre responsabilité est de faire la démonstration aux salariés, retraités, privé d'emploi, qu'ils sont une force, que d'autres perspectives réalistes sont à imposer et qu'unis ils sont une force incontournable, pour faire que le changement devienne réalité, pour la sauvegarde de l'emploi. Le développement des services publics comme de l'industrie et des services.*

*Pour que l'on parle réponse aux besoins sociaux et non plus rentabilité financière à court et moyen terme.*

*Les politiques doivent prendre leur place dans cette bataille, pour porter des lois qui répondent aux attentes, aux revendications du monde du travail, pour faire reculer le patronat et les actionnaires. c'est sur ce terrain que nous vous attendons.*

*Politique d'emplois, Industrielle, d'interventions et de moyen des salariés, démocratie sociale à l'entreprise et dans les services publics. Nouveau statut pour les salariés, permettant que leurs droits ne soient plus attachés à leur entreprise mais bien à eux même.*

*La réalité du développement économique et sociale de notre département passera essentiellement par d'autres choix nationaux, par la relance de l'économie par l'augmentation des salaires, du pouvoir d'achat, par le progrès social et la fin des politiques d'austérités. La mobilisation s'impose, de toutes les forces progressistes. Il faut que les salariés, les citoyens prennent en main leurs affaires et interviennent, nous le savons bien.*



## Intervention C. Faride Blandiot (extraits)



Charlotte Faride Blandiot  
Conseillère Régionale I D F PCF

On ne peut pas parler d'emploi en Seine et Marne sans parler de la situation nationale de l'emploi et de l'économie.

Elle nous intéresse plus

particulièrement sur notre fête puisqu'il s'agit de défendre un droit, celui à travailler.

Depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir et du besoin de changement exprimés par une grande majorité, y a-t-il eu en la matière de quoi attendre de meilleure lendemain.

Dans le secteur public la réduction des dépenses publiques et le non remplacement de fonctionnaires est toujours d'actualité, pire c'est un objectif.

Dans le privé, l'interdiction des licenciements boursiers n'est pas une proposition qui a été retenue par la majorité socialiste, pire, ils ont mis en place avec l'ANI des facilités de se séparer des employés.

Le contrôle des aides publiques notamment sur les grands groupes et les banques n'est pas assez cadré dans la durée, pas assez prescriptif pour le maintien de l'emploi et d'emploi de qualité.

La pérennisation des contrats aidés et précaires renforce l'instabilité des actifs, le sentiment d'insécurité ....

De plus la future réforme des retraites, menace elle aussi l'emploi.... puisque la question du système par répartition est posée à l'envers à mon sens.

Dès lors, notre action politique est d'agir pour avoir des outils afin de préserver l'emploi, l'industrie, la formation...

Cela passe certes par des politiques d'aménagement du territoire bien souvent pilotées par les collectivités territoriales, mais ça passe avant tout par le législateur.

Des propositions existent, mais ce n'est pas ce choix qui est retenu par le gouvernement,

notamment :

- contre les licenciements boursiers,
- l'amnistie des syndicalistes,
- pour envisager de créer de nouvelles ressources pour les services publics
- Ne pas asphyxier les collectivités afin qu'elles puissent elles aussi investir, donc créer dans le même temps des emplois pour des services publics utiles à toutes et tous.

Voilà ce qui représente avec quelques exemples les grands enjeux pour l'emploi et donc aussi celui en Seine et Marne, qui doit relever le double défi d'un département en



forte croissante démographique, très jeune et qui est le moins doté en infrastructures de proximités : pour le transport, l'emploi, la santé, l'éducation.

De ce point de vu là nous élus dans les collectivités territoriales nous devons continuer de porter des politiques qui réduisent les inégalités territoriales et de ne pas sombrer dans la tendance actuelle, celle de la mise en concurrence des territoires. Aussi la loi sur «la modernisation des collectivités» et la mise en place des métropoles est très inquiétante dans notre secteur, puisqu'au delà du faite d'éloigner le pouvoir décisionnaire de l'habitant, de dessaisir les villes de moyens d'action (auxquels toutes et tous sont très attachés), elle va pour nous couper une fois de plus en deux notre département.

Nous devons être nombreux mobilisés à partir du 1er octobre date où le texte passe en deuxième lecture au parlement.

Quelques mots enfin pour rappeler que les politiques d'austérité ici et dans d'autres pays d'Europe ont fait la preuve de leur inefficacité à sortir de la crise, à

vivre mieux...

A nous d'être audacieux et de sortir le monde, de la finances, du diktat de l'argent, du medef et d'oser mettre en place d'autres politiques, une vraie alternative. Car nous ne voulons pas qu'après ce quinquennat se soit trente ans de droite voir pire qui nous attende.

Le mandat n'est pas fini, il est temps de prendre un autre chemin qui puisse servir d'exemple aux autre pays d'europe, pourquoi pas en regardant du côté de l'amérique latine.



Eric Sueur, secrétaire régional FSU

**Textes : Eric Sueur et Gérard Eude (NC en attente)**

Gérard Eude  
Conseiller général PS



**Les intervenants au débat :**

**Valérie Lesage**, Secrétaire Générale de l'Union Départementale CGT de Seine et Marne

**Eric Sueur**, Secrétaire Régional de la FSU.

**Charlotte Blandiot Faride**, Conseillère Régionale PCF d'Ile de France  
**Gérard Eude**, Conseiller Général PS, vice-président chargé du développement économique

Animation : **Alain JANVIER**, Membre du C.N. du PCF, responsable du collectif entreprises, lieux de travail de la fédération.



### En guise de conclusions

Tout d'abord, rappelons que tous les efforts du PCF au sein du Front de Gauche est de faire prévaloir la recherche d'un rassemblement à vocation majoritaire sur une politique de rupture et de progrès et, pour y parvenir, conjuguer action de terrain et levier de mesures politiques. Les objectifs sont clairs.

Il nous faut gagner :

⇒ Une loi contre les licenciements boursiers, certes, mais il ne faut pas s'arrêter là, car les plans sociaux et l'organisation du départ des salariés se font maintenant sans licenciements. Il faut alors dissuader les suppressions d'emplois en taxant les entreprises qui jouent contre l'emploi et les salaires,

⇒ Il faut gagner la démocratisation dans toutes les espaces de pouvoir, du Parlement à l'Entreprise, et tout particulièrement les « fameux » droits nouveaux » à l'Entreprise. A ce titre, je rappelle ce que nous écrivions par ailleurs à propos de l'ANI :

« En réalité, le projet de loi ANI reprend les ambitions patronales de réduction de la représentation, du rôle et des pouvoirs des institutions représentatives du personnel (IRP).

Il remet en cause l'information des CE et des DP (délégués du personnel). Un accord collectif, et non la loi, pourra fixer les délais et les contenus précis de l'information obligatoire des IRP. Cette information (base de données unique) remplacera de fait les rapports et communications au CE prévus aujourd'hui par la loi. Les représentants des salariés seront tenus d'une obligation de discrétion à l'égard de ces informations, qui les empêchera de les utiliser pour les luttes.

.....

Il faut donner de nouveaux pouvoirs sur les choix et critères de gestion des entreprises aux représentants des salariés.

⇒ Les CE et DP doivent disposer de pouvoirs d'intervention à chaud, en cas de crise, sur les décisions de restructuration des employeurs. Sur la base de leur propre évaluation des rai-

sons invoquées par les employeurs pour modifier volume et structure des effectifs, durée du travail, salaires, conditions d'emploi, de travail et de formation, ils doivent pouvoir faire suspendre les décisions et les projets patronaux (droit de veto suspensif) et formuler des propositions alternatives,



Stand de la fédération du PCF de Seine et Marne

visant notamment les coûts du capital.

⇒ Il faut instaurer :

Un droit de faire suspendre les propositions des décisions de gestion jugées dangereuses pour les intérêts des salariés, notamment sur les emplois et les salaires, et de faire des propositions alternatives.

Un pouvoirs d'intervention à froid sur les décisions de gestion des entreprises, avec les citoyens des bassins d'emploi et les élus locaux, afin d'anticiper et d'en modifier les contenus pour des objectifs chiffrés d'emplois et de formations. Ils devraient avoir accès aux informations sur la gestion avec des experts afin notamment de pouvoir s'opposer aux suppressions d'emplois licenciements négociés dans le cadre « d'adaptations aux changements techniques »...

Un réel pôle de financement public (une autre BPI avec une autre mission et des moyens réels)

Il y a lieu d'intégrer ces dispositifs dans une volonté politique de ne pas s'en laisser compter, à tous niveaux, y compris dans les collectivités locales. Pourquoi, par exemple, lorsque vient le moment d'une audition d'une grande Entreprise par une Collectivité Locale, ne pas la coupler avec une audition des salariés et de leurs IRP.

Enfin, au niveau européen, les déci-

sions sont urgentes. Il faut repenser la construction de l'Europe en refusant la dictature de la finance, en regagnant le droit à l'intrusion du politique sur les choix stratégiques des filières (Aéronautique, Automobile, Agriculture, Pharmacie et Chimie fine), en dissuadant les politiques de casse de l'emploi.

C'est dans ce contexte que prend tout son sens le rôle de la Cellule de veille du PCF sur les situations graves du mo-

ment. Elle est destinée à ALERTER, MOBILISER, PROPOSER UNE ALTERNATIVE sur des dossiers concrets

C'est ainsi que l'on donnera corps à une véritable Sécurité d'Emploi et de Formation, la fameuse SEF qui rompe avec la / les politiques actuelles.

«Je remercie tous les intervenants qui ont accepté de débattre et de défendre avec passion leurs convictions.»

